Intervention d'Esther FOUCHIER, présidente du Comité de pilotage du projet KĪMIYYA à l'ouverture de la conférence

Le rôle des femmes a toujours été au centre des réflexions de la société civile et, en particulier, de la **Fondation Anna Lindh** : le dernier Forum ALF de Malte a souligné la nécessité d'approfondir le rôle des femmes en tant que **«Actrices principales du Dialogue** », notamment, leur relation avec les **migrations, la démocratie, l'économie, la créativité, les traditions, les droits, l'éducation et la paix**.

L'Action commune inter-réseaux intitulée « **KĪMIYYA. Les Femmes Actrices du Dialogue** » **-** proposée par la **Fondazione Mediterraneo** et à laquelle ont adhéré **12 Réseaux nationaux :** ***Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Espagne, France, Italie, Malte, Mauritanie, République Tchèque, Lituanie, Slovénie***, ***Tunisie*** – et à laquelle se sont joints de nombreux autres réseaux comme ***la Belgique, l'Allemagne, les Pays Bas, la Turquie, Israël…*** veut recueillir et approfondir le travail accompli jusqu'à présent en formulant des recommandations et des lignes opérationnelles concrètes, tout en valorisant les résultats des travaux antérieurs de la Fondation Anna Lindh et de ses Réseaux.

Le monde méditerranéen est en plein mouvement et est confronté à d'énormes enjeux : les populations du Sud et de l'Est du bassin connaissent des évolutions particulièrement rapides de leurs modes de vie, liées à la globalisation de l'économie et à l'essor des moyens de communication et de transport ; elles revendiquent de profonds changements politiques. Ces évolutions affectent profondément les territoires, déstructurent les repères traditionnels, génèrent de nouveaux déséquilibres et discriminations avec un accroissement de la vulnérabilité des sociétés notamment des femmes. Nous constatons et regrettons l'augmentation des tentatives d'exclusion et de discrimination contre les femmes ainsi que le développement du phénomène de violation des droits des femmes de la part de quelques groupes extrémistes.
Mais ces changements peuvent aussi être sources d'opportunités : démocratisation des régimes autoritaires, rapprochement des peuples, valorisation des spécificités territoriales, reconnaissance des droits des femmes et de leur place dans la société.
Dans le contexte des crises actuelles où les précarités sont multiples et où les vulnérabilités s'accentuent, nombre d'études montrent que les femmes sont touchées au premier plan et que

les inégalités entre les femmes et les hommes se creusent de plus en plus, en matière de droits, d'accès aux ressources économiques, politiques et sociales et de contrôle de ces ressources. Si la scolarisation des femmes s'est développée ces dernières décennies, dans nombre de pays de la région Méditerranée, toutefois, un écart notoire demeure entre cette entrée croissante des femmes diplômées sur le marché du travail et leur accès à l'emploi.
Donnée essentielle pour la réalisation de l'égalité réelle, l'emploi des femmes est un facteur-clé pour la promotion de leur statut. Néanmoins, force est de constater que le taux de participation des femmes dans les économies nationales reste faible et sous- évalué, notamment dans les pays au sud de la Méditerranée. On constate d'une part des progrès démocratiques (à l'école, sur le marché de l'emploi) qui côtoient des institutions et des mentalités conservatrices, et d'autre part, les changements opérés, irréductibles à une démocratisation simple des rapports sociaux entre les sexes. Ces constats soulignent les rapports inégaux entre les sexes et le renforcement des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes. L'évolution des comportements dans les domaines de la vie privée et publique fait apparaître la permanence d'un principe structural de domination masculine. En effet, si les comportements et les trajectoires des hommes et des femmes se sont relativement rapprochés au cours de ces dernières années, ils n'ont toutefois pas remis fondamentalement en cause la division sociale des rôles de sexe.
Plus que jamais, les femmes sont sur le devant de la scène .Elles sont syriennes, tunisiennes, égyptiennes, algériennes, marocaines, libyennes et s'engagent - pour certaines au péril de leur vie, et de leur intégrité physique- pour installer durablement la démocratie dans leur pays. Elles revendiquent l'égalité des sexes, et comme tout citoyen, elles réclament la liberté d'expression, une justice indépendante, le droit syndical, le droit d'association... Elles sont bloggeuses, avocates, artistes, journalistes, syndicalistes, féministes, romancières, étudiantes… En Tunisie et en Egypte, elles ont participé activement aux mouvements sociaux qui ont fait tomber la dictature. Dans l'ensemble du monde méditerranéen et au-delà, au Moyen-Orient, elles se mobilisent plus que jamais pour leurs droits, elles manifestent, elles élaborent des stratégies, elles mènent le combat, souvent côte à côte avec les hommes, contre des régimes autoritaires, corrompus et phallocrates.
De plus, la violence à l'encontre des femmes constitue la violation des droits humains la plus répandue dans le monde. Elle est le résultat d'une organisation sociale basée sur la domination masculine, génératrice de discriminations sexistes et de rapports inégaux entre les femmes et les hommes.

Elle prend différentes formes : physique, sexuelle, d'exploitation sexuelle, psychologique ou encore économique, institutionnelle. Elle ne connait pas de frontière d'âge, de race, de culture, de richesse ou d'emplacement géographique. Elle peut être exercée au sein de la famille, de la collectivité, comme elle peut être perpétrée ou tolérée par l'État. Il s'agira de la rendre visible et de la dénoncer.
Le combat récent des femmes marocaines contre toutes ces violences qu'elles subissent en sont un exemple frappant.
Des lois en vigueur dans certains pays de la région incluent toujours des discriminations flagrantes à l'encontre les femmes, le taux de représentation des femmes dans la vie publique et politique reste trop faible. L'égale participation des femmes et des hommes est un élément vital pour la démocratie des peuples et des sociétés.
Les droits de l'homme sont une entité indivisible et les droits des femmes font partie intégrante des droits humains. Le développement humain ne sera réalisé qu'à travers l'élimination des difficultés et des obstacles qui privent les femmes de la jouissance complète de leurs droits et de la protection de ces droits, ce qui relève en premier lieu de la volonté politique,
Il convient d'encourager l'évolution des mentalités pour transformer la perception du rôle des

femmes et des mères, notamment à travers les nouveaux médias.
Dans tous les pays, les stéréotypes et le contexte socioculturel ont une influence considérable dans tous les domaines et la mise en œuvre de dispositifs doit s'accompagner de campagnes de conscientisation pour tous les acteurs. Les médias et le système éducatif ont un rôle crucial à jouer dans ce domaine et peuvent devenir des vecteurs importants de promotion de la culture de l'égalité.
Une société civile dynamique peut contribuer à défendre les droits de l'homme ainsi qu'à renforcer la démocratie et la bonne gouvernance, en jouant un rôle important dans l'arrêt des abus commis. Les médias, l'ensemble des moyens de diffusion de l'information, sont un moyen d'expression essentielle pour les acteurs démocratiques et notamment les acteurs de l'égalité.
L'engagement actif des femmes dans les soulèvements populaires ne s'est pas traduit par des avancées proportionnelles en termes de politiques et de législation et par un réel progrès dans la participation politique, économique et sociale des femmes, les revendications féministes ayant été marginalisées dans le cadre même des appels aux réformes démocratiques dont elles auraient dû être le fondement. D'autre part, dans le contexte politique et économique instable de la région, il a souvent été facile de faire abstraction des droits des femmes sous l'immuable et faux prétexte des « causes prioritaires ». Enfin, le fondamentalisme religieux et sa brutalité à l'égard des femmes est un immense facteur d'inquiétude.

Dans les pays européens, les progrès en matière de droits des femmes ont été remarquables dans les cinquante dernières années. Cependant, la crise économique et les mesures d'austérité ont eu un impact négatif et sur la situation des femmes dans plusieurs domaines. La crise économique a également un impact dans les pays du sud de la Méditerranée et les difficultés économiques ajoutent aux crispations liées à la montée des fondamentalismes religieux.

La Femme est le principal «promoteur» des connexions entre les sociétés civiles : en soutenant leur formation, l'éducation et l'accès aux nouveaux outils de nouvelles technologies numériques, on pourra faciliter la mise en œuvre du dialogue interculturel dans la région euro-méditerranéenne et réduire les migrations et les causes des conflits.

C'est le sens que nous avons voulu donner à cette conférence, je ne doute pas que votre participation, vos interventions permettront de mieux cerner les enjeux de la palce des femmes dans l'espace euroméditerranée et formulera des propositions concrètes pour faire avancer l'égalité réelle entre femmes et hommes